
Entre clientélisme, compétence et intérêt individuel : de l'avantage d'être agent général de France à Madrid (1702-1793)

Sylvain Lloret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11272>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 45-56

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Sylvain Lloret, « Entre clientélisme, compétence et intérêt individuel : de l'avantage d'être agent général de France à Madrid (1702-1793) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11272>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

© Tous droits réservés

Entre clientélisme, compétence et intérêt individuel : de l'avantage d'être agent général de France à Madrid (1702-1793)

Sylvain Lloret

- 1 En décembre 1745, le marquis d'Argenson, secrétaire d'État des Affaires étrangères, recommandait au roi Jean-Baptiste Partyet, agent général français à Madrid, pour devenir négociateur auprès de la cour de Turin : « C'est la candeur même, jointe à une grande étendue de connaissances, plein d'idées qu'il ne faut que rectifier et modérer, sage et désintéressé »¹. Le secrétaire d'État évoquait ici le désintéressement de Partyet dans l'exercice de sa fonction, notion sur laquelle nous souhaiterions revenir dans la présente analyse. Cette notion faisait l'objet d'une réflexion des acteurs administratifs du temps. À l'instar des autres consuls français, l'agent général ne pouvait pas, en théorie, être un négociant, afin d'éviter la confusion des intérêts privés et de ceux de l'État. Cependant, les agents généraux français à Madrid ne se réduisaient pas à la simple projection mécaniste des intérêts de leur prince en terre ibérique : ils s'inséraient dans un système de relations, d'allégeances et d'intérêts complexes et multiples.
- 2 Créé en 1702, au moment de l'avènement de Philippe V au trône d'Espagne, l'agent général de la Marine et du Commerce à Madrid était un envoyé particulier du secrétaire d'État de la Marine français. Clef de voûte du réseau consulaire français déployé dans la Péninsule, il coordonnait son action et centralisait son information. Cette fonction fut occupée par onze individus différents entre 1702, date de sa création, et 1793, date du rappel du dernier agent au moment de la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Espagne.
- 3 Il s'agit alors d'approcher les logiques individuelles et familiales, conscientes ou inconscientes, qui motivaient ces hommes à postuler. Dans quelle mesure le choix d'un tel agent était-il le fruit des attentes, des pratiques et des dynamiques propres à

l'administration qui les recrutait, mais aussi de stratégies individuelles et familiales que ces hommes étaient en mesure de déployer ? Nous prendrons ici le contrepied d'une conception normative de la « construction de l'État moderne », afin d'envisager le recrutement de ces agents comme la résultante complexe d'un champ de forces, d'intérêts et de relations sociales dans lequel s'inséraient ces individus. S'il convient de se départir d'une analyse déterministe du recrutement, faisant de la nomination la conséquence mécanique d'un intérêt individuel ou familial, l'analyse visera néanmoins à reconstituer le faisceau des dynamiques qui poussaient un individu à postuler.

- 4 Pour ce faire, nous analyserons en premier lieu la logique clientélaire de la fonction, dont l'exercice permettait de réactiver un lien direct et personnel avec le secrétaire d'État de la Marine. Une attention particulière sera en outre portée aux logiques de groupe. La carrière de l'individu ne pouvait se penser isolément de la famille et des stratégies d'ascension du groupe social auquel il appartenait. Nous étudierons enfin l'importance de la compétence acquise dans l'exercice de la fonction, compétence qui constituait un atout mobilisable et parfois réactivé dans la suite de la carrière.

La « créature » du secrétaire d'État de la Marine

- 5 En premier lieu, l'appartenance à la clientèle du secrétaire d'État de la Marine constituait l'un des ressorts du recrutement des agents généraux. La nomination s'intégrait alors dans une logique clientélaire. L'exercice de la fonction permettait de réactiver un lien personnel avec le ministre, et de servir des intérêts de carrière.
- 6 Ainsi, la famille Pontchartrain, qui occupa le secrétariat d'État de la Marine de 1690 à 1749, représentait un patron prestigieux et attractif pour des personnes cherchant à obtenir des postes intéressants. La famille était en effet parvenue à forger un solide réseau de fidélités auquel appartenaient les agents généraux nommés au cours de la période. Ces fidélités se définissent alors comme une amitié qui engage, contraint², et peut donner lieu à l'octroi de faveurs³. Par exemple, le premier titulaire du poste, Ambroise Daubenton de Villebois, appartenait depuis plusieurs années à la clientèle des Pontchartrain au moment de sa nomination à Madrid. Il fut agrégé à la clientèle de la famille par l'intermédiaire de Jean Orry, munitionnaire général des armées du roi pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Ce fut sous la protection de ce dernier que Daubenton avait commencé sa carrière en qualité de commissaire dans l'entreprise des vivres de l'armée d'Italie, entre les années 1690 et 1697⁴. Agissant en intermédiaire, Orry donna du poids et du crédit à Ambroise Daubenton auprès du ministre. Preuve de cette considération, Louis puis Jérôme de Pontchartrain confièrent à Daubenton deux missions au Canada, en 1698 puis en 1700.
- 7 L'exercice de la fonction d'agent général et son caractère d'envoyé particulier du secrétaire d'État de la Marine renforcèrent alors ces liens personnels entre Daubenton de Villebois et Jérôme de Pontchartrain. Une instruction commerciale datée du 24 février 1725, seize ans après le départ de Daubenton de Madrid, mettait en avant le caractère exclusif de la relation de l'envoyé français avec sa tutelle ministérielle :

Ça a été au seul secrétaire d'État ayant le département de la Marine qu'il en a rendu compte [des affaires], de qui il a reçu les ordres et par qui il a été informé des intentions du roi, et il n'a jamais eu aucune relation avec les autres ministres de Sa Majesté⁵.

- 8 Ces mots traduisent ici la manière dont l'agent général concevait et se représentait sa fonction. Il se percevait avant tout comme un envoyé particulier, au service d'un patron, qui lui procurait en retour ses faveurs : le lien d'homme à homme prévalait donc sur le sentiment d'appartenance à un monde administratif froid et désincarné.
- 9 De fait, le quotidien de l'activité consulaire pouvait servir, au moins partiellement, des intérêts de carrière, et ce en renforçant ce lien clientélaire. Silvia Marzagalli et Pierre-Yves Beaurepaire ont ainsi mis en évidence les usages stratégiques et professionnels des dépêches consulaires par le consul suédois à Marseille à la fin du XVIII^e siècle⁶. Cette étude montre que ces dépêches contenaient un métadiscours d'autopromotion construit par et pour le consul lui-même. Se mettant en scène dans l'accomplissement de sa mission, l'agent appliquait une stratégie de communication, qui vantait la qualité de son travail et de ses mérites, afin de servir ses intérêts de carrière. En effet, le nouvel agent se retrouvait à distance de son ministre. Il y avait là une opposition marquée entre la proximité initiale, qui était vécue comme une proximité des cœurs, et la distance géographique qui en résultait : tout le jeu pour l'agent général consistait alors à ce qu'elle ne se transformât point en éloignement affectif de son ministre et protecteur, c'est-à-dire en abandon si ce n'est en défaveur. Les dépêches que l'agent général adressait à sa tutelle ministérielle revêtaient alors une importance d'autant plus grande qu'elles étaient le seul lien entre l'envoyé et le ministre. Ces lettres étaient un moyen de rendre compte, mais aussi de souligner et promouvoir son action. La correspondance ne peut donc être comprise et analysée sans la prise en compte des enjeux et des stratégies inhérentes à sa rédaction, comme la volonté de l'agent de se maintenir en poste ou de faire valoir ses mérites auprès de son maître. Il faut alors comprendre la dépêche autant comme un compte-rendu informatif d'un agent à son ministre de tutelle, qu'un espace d'expression personnelle où l'agent se mettait en scène dans un dialogue permanent avec son autorité de tutelle.
- 10 Preuve en est, Jean-Baptiste Robin écrivit le 7 avril 1721 au Conseil de Marine :
- J'ai passé quelques jours à beaucoup écrire de ma main, à faire matin et soir un voyage à certains rendez-vous, à parler avec beaucoup de force six à sept heures par jour, et à dormir qu'environ deux heures et demie la nuit⁷.
- 11 L'information est ici un prisme qui reflète la vision que l'agent veut donner de son action. En adoptant une posture de serviteur d'État au travail, il se crée une légitimité qui recouvre les autres dimensions de sa fonction. Outre le travail accompli, la dépêche peut mettre en lumière les jugements positifs dont l'agent faisait l'objet dans la cour qui l'accueillait. Le même Jean-Baptiste Robin écrivait au Conseil de Marine le 30 mars 1721 et décrivait son action à la cour de Madrid en ces termes :
- J'ose vous assurer que je ne m'y suis pas épargné. Il paraît aussi que je puis avoir eu le bonheur de plaire au roi d'Espagne, et à M. de Grimaldo, puisque sur le compte que ce dernier a rendu à S[a] M[ajesté] C[atholique] des différentes raisons que j'alléguais, et des vues que je proposais, Elle m'a fait dire plusieurs fois qu'Elle était très contente de ma conduite⁸.
- 12 Il donnait ici à voir l'image du serviteur compétent, sachant s'attirer les bonnes grâces de ses interlocuteurs. De même, l'instruction remise en 1728 par Daubenton de Villebois à son fils Jean-Baptiste nouvellement nommé agent général, insistait sur l'importance de mettre en scène son action :
- Il aura sans cesse devant les yeux et dans le cœur la gloire de M. le comte de Maurepas et celle de son ministère. Elle [l'action de l'agent général] doit servir de fondements à ses attentions⁹.

- 13 À l'instar de Daubenton, Pierre Nicolas Partyet, agent général de 1709 à 1716, appartenait à la clientèle de la famille Phélypeaux de Pontchartrain. Une lettre adressée le 11 août 1729 par Jean-Baptiste Partyet, fils de Pierre Nicolas Partyet, au ministre Jean Frédéric Phélypeaux, précisait :

Ce fut sous les auspices de feu Mgr le chancelier et honoré de son estime que mon père vint en Espagne, il y a 25 ans. Il a servi sous les ordres de M. le comte de Pontchartrain qui l'a, je l'ose dire, aimé, et a continué sous ceux de V[otre] E[xcellence] qui lui a donné mille marques de bonté¹⁰.

- 14 L'emploi du mot « aimé » met ici en évidence l'attention portée par le ministre à la carrière de Pierre Nicolas Partyet, et renvoie aux notions de patronage et d'amitié telles que nous les avons définies. En effet, l'exercice de la fonction d'agent général permit à Pierre Nicolas Partyet de faire ses preuves, de renforcer ses liens avec le ministre et d'obtenir de nouvelles faveurs. S'il convient de se garder de tout déterminisme, il semble néanmoins que l'agence générale à Madrid constitua un tremplin dans sa carrière : il fut nommé en 1716, après son départ de Madrid, consul de France à Cadix, promotion qui représentait le sommet de la carrière consulaire française en Espagne. Un tel profil de carrière se retrouve enfin chez Pierre Bigodet Desvarennes, agent général de 1738 à 1748, qui obtint dans la foulée le consulat de France à Cadix.
- 15 Reflet des pratiques sociales d'Ancien Régime, marquées par l'importance du patronage et des clientèles, le processus de recrutement de l'agent général n'était donc que l'un des chapitres de la relation qui unissait deux individus. L'exercice de la fonction permettait alors d'attirer le regard et les bienfaits du ministre et, ce faisant, de réactiver des liens noués de longue date. Cependant, la carrière des consuls ne peut se réduire à une stratégie de carrière individuelle.

Stratégies familiales et individuelles au service d'une carrière

- 16 Le recrutement et la carrière des agents généraux s'inscrivaient souvent dans des stratégies et des trajectoires familiales d'ascension sociale. La carrière de l'individu ne pouvait se penser isolément de la famille et du groupe social auquel il appartenait. Il s'agit alors de dégager les récurrences ou au contraire les spécificités des parcours et des profils familiaux des hommes qui occupèrent la fonction.
- 17 Appartenant pour la plupart à des familles récemment anoblies ou en voie d'anoblissement, les individus qui occupaient le poste y voyaient l'opportunité de consolider leur assise sociale. Tous ces individus étaient issus de familles notables de province. L'exercice de la fonction d'agent général ne servait alors pas uniquement un dessein personnel. Elle constituait aussi un outil d'élévation d'un groupe social ambitieux, saisissant les opportunités offertes pour atteindre le rang auquel il s'estimait appelé.
- 18 Ainsi, les Daubenton père et fils appartenaient à une petite noblesse de robe. L'exercice de la fonction d'agent général permit au père, alors qu'il se trouvait encore à Madrid, d'être incorporé à l'ordre de Saint-Michel, le 8 mai 1707. Le dossier d'intégration dans cet ordre de chevalerie retrace alors la trajectoire de l'individu et de son lignage. Ce document comprenait en effet un « extrait des titres produits pour les preuves de sa noblesse »¹¹. Il précisait que Daubenton était issu d'une famille originaire de Picardie,

qui s'était distinguée dans le service de l'État par l'exercice de fonctions militaires et administratives. Par exemple, le père d'Ambroise Daubenton avait été officier d'infanterie et avait servi en qualité de lieutenant. De même, avant sa nomination à Madrid, Ambroise avait rempli certains offices. Après avoir exercé quelques charges locales en Bourgogne, il devint greffier au châtelet de Paris, le 14 août 1687¹². De surcroît, il fut pourvu, par lettres du 8 mai 1707, alors qu'il se trouvait encore à Madrid, de l'office anoblissant de secrétaire des commandements du roi près la cour des Comptes de Rouen, avec les armes suivantes : « d'azur à trois peignes d'or posés 2 et 1 »¹³. Le poste d'agent général renforça par conséquent le prestige et l'ascension du lignage.

- 19 L'exercice d'une telle fonction facilitait en outre des processus de reproduction sociale. Les positions acquises pouvaient servir les intérêts de la famille et favorisaient l'existence de dynasties consulaires. En effet, cinq des onze agents appartenaient à des familles qui avaient une tradition de service dans le corps consulaire français. Le processus observé était alors souvent identique : l'individu héritait d'un capital social que l'exercice de la fonction d'agent général permettait souvent de faire fructifier¹⁴. Par exemple, à sa sortie de fonction en 1709, Daubenton de Villebois devint premier commis de la Marine, puis chef du bureau des Consuls le 1^{er} juillet 1711. La même année, le 1^{er} juillet 1709, son fils Jean-Baptiste fut nommé commis au bureau de son père. Sept ans plus tard, le 30 avril 1716, le même Jean-Baptiste devint commissaire ordinaire de la Marine. Il occupa enfin le poste d'agent général entre 1728 et 1731, fonction que son père avait exercée vingt ans auparavant. À l'instar d'Ambroise Daubenton, la carrière de son fils Jean-Baptiste dans le monde des bureaux se poursuivit après son retour de Madrid en 1731 : il fut nommé commissaire général de la Marine le 3 août 1731, puis chef du bureau des Consuls, en remplacement de son père, du 1^{er} juillet 1734 au 1^{er} décembre 1743¹⁵. Il apparaît donc que la carrière du père servit celle du fils au sein de l'administration de la Marine.
- 20 De même, la fonction d'agent général pouvait constituer une étape clef d'une ascension familiale et consulaire. Ce poste permettait à des membres de familles consulaires de briguer des places plus prestigieuses. Comme évoqué plus haut, Pierre Nicolas Partyet devint, en 1716, consul de France à Cadix, fonction qu'il exerça jusqu'à son décès en 1729. En outre, il écrivit, le 18 septembre 1728, au chef du bureau des Consuls pour suggérer de lui octroyer des lettres de noblesse en récompense des services rendus en Espagne :
S'il m'était permis de me louer sur mon désintéressement, je pourrais, ce me semble, sans trop de présomption, en prétendre une juste récompense par des lettres de noblesse¹⁶.
- 21 Un pouvoir pour tester¹⁷ daté du 9 juillet 1743, ainsi que le testament de Pierre Nicolas Partyet du 6 août 1729 enregistrés devant un notaire gaditan, indiquent que la requête aboutit ; l'agent général fut anobli en récompense des services rendus et incorporé à l'ordre de Saint-Michel le 3 mars 1729, quelques mois avant son décès le 11 août 1729¹⁸. Ses armes étaient les suivantes : « d'or à un chevron de gueules accompagné en pointe d'une tête de Maure de sable et un chef de sable chargé de trois étoiles d'argent. Supports : deux Maures. Cimier : une tête de Maure »¹⁹. De surcroît, la carrière du père servit celle du fils : Jean-Baptiste Partyet succéda à son père au consulat de Cadix puis devint agent général en 1748. Après son départ de Madrid en 1758, il obtint la place d'intendant de l'Hôtel royal des Invalides²⁰.

- 22 Un tel processus d'ascension dans la carrière consulaire et de reproduction sociale s'observait enfin pour Pierre Bigodet Desvarennnes, agent général de 1738 à 1748. Son père, Jean Bigodet, avait occupé le poste de consul de France à La Corogne, par provisions du 1^{er} janvier 1708, puis celui d'Alicante, par provisions du 3 février 1709. Pierre Bigodet succéda à son père au consulat d'Alicante, poste qu'il occupa pendant vingt-et-un ans, jusqu'à sa nomination à Madrid en 1738. Après son départ de Madrid, Bigodet termina sa carrière au poste de Cadix où il fut nommé en 1748. Dans ce cas, la fonction d'agent général constitua une étape d'une ascension professionnelle et familiale débutée à la génération précédente.
- 23 Enfin, l'exercice du poste d'agent général représentait une possibilité de promotion sociale pour le milieu marchand. Parmi les onze personnages qui occupèrent la fonction, deux étaient issus du monde marchand. Dans le cas de Jean-Baptiste Robin, en poste de 1720 à 1725, l'exercice de la fonction s'intégrait alors dans un processus d'ascension sociale du monde marchand vers la noblesse. Peu de renseignements relatifs au milieu social de Jean-Baptiste Robin ont été mis au jour. Les rares informations ont été glanées dans les *Mémoires* de Saint-Simon, et dans une compilation des registres paroissiaux messins établie par l'abbé François-Jacques Poirier à la fin du XIX^e siècle. Il ressort de l'étude de cette documentation que son père, Jean Robin, avait été marchand et banquier à Metz. Saint-Simon le qualifiait de « marchand devenu petit financier »²¹. Quinze ans avant sa nomination à Madrid, le 12 mai 1704, Jean-Baptiste fut en effet pourvu de l'office anoblissant de commissaire provincial ordonnateur des guerres au département de Metz, Toul, Verdun, Montmédy et Longwy²². À l'issue de son séjour à Madrid, le roi d'Espagne Philippe V, satisfait de son action dans la négociation du traité de mariage entre l'infante et Louis XV, lui octroya, le 6 novembre 1721, le titre de comte de Castille et comte de Robin et de Saint-Challier avec les armes suivantes : « d'azur au chevron d'or accompagné de trois soucis ». Ce titre, qui s'appliquait également à ses successeurs, fut confirmé par lettres patentes de Louis XV en juillet 1722²³. Les gratifications et autres bienfaits accordés par les autorités espagnoles à un négociateur français étaient une marque de reconnaissance à l'égard de la tenue, du déroulement et de la conclusion de la discussion. Dans ce cas, la trajectoire sociale renforçait la porosité entre le milieu marchand et certaines catégories de la noblesse, mondes que l'on prétend traditionnellement étanches l'un à l'autre.
- 24 Outre l'accès à la noblesse et à des postes consulaires prestigieux, la fonction d'agent général assurait des ressources régulières qui mettaient les individus qui l'exerçaient à l'abri du besoin. Aucun ne semble néanmoins avoir fait fortune. Afin de faire face aux dépenses de la place, l'agent général touchait des appointements fixes. La trace de ces rémunérations est conservée dans les dossiers de carrière, les états d'appointements et les ordonnances de paiement qui se trouvent dans le fonds Marine aux Archives nationales ainsi qu'aux Archives du ministère des Affaires étrangères et à la Bibliothèque nationale de France²⁴. D'après cette documentation, le montant annuel des appointements de la place oscilla entre 6 000 livres – sous Pierre Nicolas Partyet et Louis Catalan – et 19 000 livres pour Édouard Boyetet et François II Puyabry. Ces montants étaient payés par le secrétariat d'État de la Marine, sauf pendant la période 1762-1765 où les consulats furent rattachés à l'administration des Affaires étrangères²⁵. Ces appointements étaient complétés par des indemnités pour le change et les frais de correspondance qui oscillèrent entre 4 200 et 5 466 livres. À ces sommes s'ajoutèrent occasionnellement des gratifications extraordinaires pour la prise en charge de frais

exceptionnels : Jean-Baptiste Partyet perçut par exemple 6 000 livres en novembre 1754.

- 25 Ces montants étaient souvent jugés insuffisants pour faire face aux obligations liées à la fonction. De ce fait, les agents généraux réclamaient régulièrement des augmentations d'appointements. Le manque de ressources était alors un *topos* du discours diplomatique. Ainsi, le 10 septembre 1775, Édouard Boyetet insistait sur l'augmentation du coût de la vie pour justifier sa demande :

L'augmentation survenue depuis [l'époque où les appointements ont été fixés], par la succession des temps, dans ses occupations, dans les dépenses qu'elle exige et dans le prix de toutes les choses de nécessité et de décence indispensables, les ont amenées à un taux si éloigné de la somme nécessaire pour y suffire²⁶.

- 26 Cette demande fut entendue : Boyetet obtint 3 000 livres d'appointements supplémentaires sur la Marine à partir du 1^{er} juillet 1776²⁷. Sa rémunération annuelle passa de 16 000 à 19 000 livres. La comparaison avec les autres consulats de France en Espagne permet alors de mettre en perspective la rémunération des agents généraux. Il apparaît que l'agence générale de Madrid était l'un des postes les mieux rémunérés dans la Péninsule. Seul le consul de Cadix, qui passait pour être le poste consulaire français le mieux rémunéré en Espagne, percevait des droits supérieurs aux appointements de l'agent général. Les droits du consul de Cadix étaient en effet estimés à 34 000 livres par an à la fin des années 1770, les appointements de l'agent général étant de 19 000 livres à la même époque²⁸. À titre de comparaison, les consuls de Barcelone, La Corogne et Carthagène, qui étaient les mieux rémunérés après l'agent général, touchaient 6 000 livres par an en 1775²⁹.

- 27 Enfin, les avantages pécuniaires dépassaient le temps de l'exercice de la fonction. La carrière des agents généraux, à l'instar des consuls, se terminait par l'octroi d'une pension de retraite réversible après leur mort à leur veuve ou leurs enfants. Jean-Baptiste Daubenton de Vauroux touchait par exemple une pension de 2 000 livres par an. Après son décès en octobre 1774, ses deux fils obtinrent chacun une réversion de 500 livres sur la pension de leur père comme le stipule un bon du roi du 21 janvier 1775³⁰. En outre, Jean-Baptiste Partyet avait conservé une pension de 4 000 livres par an sur la Marine, à laquelle s'ajoutait une pension de 24 000 livres sur les fonds de l'Hôtel royal des Invalides³¹.

- 28 Par conséquent, la fonction d'agent général procurait certains avantages matériels à ceux qui l'exerçaient. Proches du pouvoir, ces hommes pouvaient, s'ils se distinguaient, échapper à leurs origines parfois relativement modestes pour s'élever un peu dans l'échelle sociale. La carrière des agents généraux met donc en lumière l'*ethos*³² d'un groupe social en voie d'anoblissement plus ou moins avancé : elle participait d'une mobilité sociale, sans qu'il ne soit possible de dire, à ce stade de l'étude, si cette mobilité était le fruit d'une stratégie pleinement consciente.

Acquérir et mobiliser des compétences

- 29 L'analyse des parcours et des carrières des agents généraux met enfin en évidence l'importance de la compétence acquise dans l'exercice de la fonction, compétence qui constituait un atout mobilisable et souvent réactivé dans la suite de la carrière.
- 30 Si nombre d'agents étaient de bons connaisseurs de la chose commerciale, aucun n'illustre mieux la valorisation de la compétence acquise en fonction qu'Édouard

Boyetet. Cet ancien commissionnaire pour la maison de négoce Masson à Cadix avait exercé la fonction d'agent général à Madrid entre 1772 et 1784. Le poste d'agent général lui permit d'allier à son expérience pratique et empirique du commerce une vision plus large de la situation du négoce français et de l'économie espagnole en général. L'agence de Madrid supposait en effet de s'extraire du quotidien des affaires, d'adopter un regard plus systémique et de mobiliser une capacité de réflexion analytique. L'information que Boyetet recueillait donnait alors matière à la production d'un discours qui laissait affleurer des réflexions d'économie politique. Les mémoires produits ne se cantonnaient pas à la sphère du commerce *stricto sensu*, ils embrassent des vues plus larges : l'inquisition, le système universitaire, l'agriculture. L'agent général cherchait ainsi à approcher les intérêts respectifs des deux monarchies, en dressant un tableau analytique, à la fois économique, social et culturel de l'Espagne. Ce faisant, il visait à analyser les termes et les lignes de force de la diplomatie commerciale franco-espagnole.

- 31 Cette compétence acquise à Madrid fut alors valorisée et remobilisée dans la suite de la carrière. Après son départ de Madrid, Boyetet apparaissait comme un expert et un technicien reconnu des affaires économiques et commerciales. Le poste d'agent général lui avait fourni l'outillage intellectuel pour penser l'économie et formuler une réflexion théorique plus globale. Valorisant l'expérience et les savoirs qu'il avait acquis, Boyetet profita des opportunités de carrière qu'offrait la réorganisation générale de l'administration du commerce dans les dernières années de l'Ancien Régime. Œuvrant en économiste au sein de l'appareil d'État français³³, il fut un exemple du nouveau profil socio-culturel qui pénétrait l'administration du commerce dans les années 1780. La figure de l'administrateur chef de bureau s'effaçait progressivement devant le modèle plus technicien de l'expert économique. Ce processus faisait écho aux mots de Turgot dans son *Éloge de Gournay* :

Mais [...] saisir ces rapports compliqués par lesquels le commerce s'enchaîne avec toutes les branches de l'économie politique ; apercevoir la dépendance réciproque du commerce et de la population sur la force des États, leur liaison intime avec les lois, les mœurs et toutes les opérations du gouvernement [...], c'est l'envisager en philosophe et en homme d'État³⁴.

- 32 Fruit et acteur de cette évolution, Boyetet fut pourvu par le contrôleur général Calonne de l'une des deux places de commissaire général de la Balance du commerce créées par l'arrêt du Conseil du 29 mars 1785. Il y travailla aux côtés du physiocrate Dupont de Nemours. De surcroît, il fut nommé, le 1^{er} avril 1788, inspecteur général des Manufactures et du Commerce et reçut le titre de directeur du Commerce³⁵. En cette qualité, Boyetet fut chargé de la rédaction annuelle d'un tableau raisonné de la balance du commerce, d'un tableau de l'état des manufactures, des foires et des marchés. Il devait de surcroît s'informer des lois et des tarifs en vigueur dans les pays étrangers, afin d'orienter l'action et les décisions du bureau et du conseil du Commerce³⁶. Il dispensait en outre des conseils à l'intendant du commerce Tolozan. Il rédigea, par exemple, une analyse économique qui dressait le bilan du traité de commerce franco-anglais de 1786. Cette expertise économique contribua à façonner en partie le socle théorique de la politique commerciale française dans les dernières années de l'Ancien Régime.
- 33 Le parcours de Boyetet met par conséquent en évidence la capacité de l'État à mobiliser une compétence, des savoir-faire et des intérêts de carrière particuliers. La faculté à

théoriser, à embrasser des vues plus larges, dessine ici une nouvelle figure d'agent qui entendait la grammaire d'une langue nouvelle : celle de la science du commerce.

- 34 Pour conclure, l'étude de la nomination et des carrières des agents généraux de France à Madrid entre 1702 et 1793 met en lumière le profil d'hommes qui participaient à l'action extérieure du prince. Cette analyse fait ressortir les logiques du recrutement, qui apparaît non pas comme la froide résultante d'une rationalité administrative opérante, mais plutôt comme le produit de systèmes de relations et de stratégies multiples, complexes et parfois contradictoires dans lesquels ces hommes s'inséraient. Ces acteurs n'apparaissent ainsi pas comme les simples marionnettes d'une logique administrative toute-puissante. Il convient par conséquent de se départir de tout déterminisme institutionnel et de se recentrer sur les acteurs individuels, leurs logiques propres et leurs hésitations. Si aucun ne semble s'être directement enrichi au cours de sa mission madrilène, le poste d'agent général constituait néanmoins une étape clef et un tremplin de la carrière consulaire, qui permettait de briguer des postes plus prestigieux.
- 35 Cette analyse met finalement en évidence la centralité de l'action et de l'intentionnalité des acteurs dans le processus de recrutement³⁷. Suivant cette direction, les logiques de recrutement des agents généraux se situent à la croisée entre ce qui a été donné à ces individus, ce qu'ils ont acquis et les besoins de l'administration de la Marine. Il s'agit donc de trouver un point d'équilibre entre une prédestination sociale, fondée sur un capital économique, social et culturel assuré par la famille, et le volontarisme d'acteurs autonomes qui acquéraient leur propre compétence et déployaient leurs stratégies singulières dans un contexte donné.

NOTES

1. *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, publiés par Edmé-Jacques Rathery, Paris, Société de l'histoire de France, 1862, p. 283.
2. John Von Heyking et Richard Avramenko (dir.), *Friendship and Politics: Essays in Political Thought*, Notre-Dame (Ind.), University of Notre-Dame Press, 2008.
3. Sharon Kettering, *Patrons, Brokers and Clients in Seventeenth-Century France*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1986 ; Roland Mousnier, « Les fidélités et les clientèles en France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles », *Histoire Sociale*, n° 15, 1982, p. 35-46.
4. Archives nationales, Paris (dorénavant AN), Mar/C/7/10, dossier Daubenton, extrait des services rendus par feu M. Daubenton [vers 1754].
5. AN, AE/B/III/340, mémoire touchant les affaires d'Espagne qui sont du département du secrétaire d'État de la Marine, 24 février 1725.
6. Pierre-Yves Beaurepaire et Silvia Marzagalli, « "Par les nouvelles les plus fraîches et les plus certaines". La correspondance du consul suédois à Marseille à la fin du XVIII^e siècle comme instrument d'information et d'autopromotion », dans Silvia Marzagalli (dir.), *Les Consuls en Méditerranée, agents d'information, XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2015, p. 219-238.
7. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, Madrid, série A, 18, lettre de Jean-Baptiste Robin au Conseil de Marine, Madrid, 7 avril 1721.

8. *Ibid.*, 30 mars 1721.
9. Didier Ozanam, « L'instruction particulière d'Ambroise Daubenton à son fils (Jean-Baptiste Daubenton, sieur de Vauraoux) partant pour l'Espagne (1728) », *Mélanges en l'honneur de Fernand Braudel*, t. 1, Toulouse, Privat, 1973, p. 439-440.
10. AN, AE/B/1/237, fol. 102, lettre de Jean-Baptiste Partyet à Maurepas, Cadix, 11 août 1729.
11. Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits (dorénavant BNF), Clairambault, 1245, fol. 4464, extrait des titres produits par Ambroise Daubenton sieur de Villebois [...] pour les preuves de sa noblesse et religion, 14 février 1707.
12. AN, Mar/C/7/10, dossier Daubenton, relevé moderne de services pour Ambroise Daubenton de Villebois.
13. BNF, Dossiers bleus, 36, dossier 855, dossier Daubenton de Villebois.
14. Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, 1980, p. 2-3 ; *id.*, « The forms of Capital », dans John G. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood Press, 1986, p. 241-258.
15. Anne Mézin, *Les consuls de France au siècle des Lumières*, Paris, MAE, Direction des Archives et de la Documentation, 1997, p. 18 et 225.
16. AN, AE/B/1/235, fol. 112-113, lettre de Pierre Nicolas Partyet à Daubenton de Villebois, 18 septembre 1728.
17. Document notarial qui indique les noms et prérogatives des exécuteurs testamentaires.
18. Archivo Histórico Provincial de Cádiz (dorénavant AHPC), *Protocolos notariales*, Cádiz, lib. 4472, fol. 933-934, pouvoir pour tester, Jean-Baptiste Partyet, 9 juillet 1743 ; Archives Tamaron (documentation Didier Ozanam, Paris), testament de Pierre Nicolas Partyet, 6 août 1729.
19. Didier Ozanam, « Un consul de France à Cadix : Pierre-Nicolas Partyet (1716-1729) », dans *L'ouvrier, l'Espagne, la Bourgogne et la vie provinciale, parcours d'un historien*, Madrid-Lyon, Casa de Velázquez, 1994, p. 262.
20. AN, Mar/C/7/236, dossier Partyet.
21. Louis de Rouvroy duc de Saint-Simon, *Mémoires*, Didier Hallépée (éd.), t. 10, Paris, Les Écrivains de Fondcombe, 2015, p. 360 : « On lui joignit, mais sans titre, une espèce de financier marchand qui s'appelait Robin, pour les affaires du commerce ». Voir aussi : Thierry Claeys, *Dictionnaire des financiers en France au XVIII^e siècle*, t. 2, Paris, Éditions SPM, 2008, p. 890-891.
22. AN, V/1/162 ; Alfred Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, Paris, Firmin-Didot, 1890, t. 2, p. 412.
23. BNF, Clairambault, 1103, fol. 223, provisions d'un titre de comte de Castille donné par le roi d'Espagne le 6 novembre 1721 au sieur Jean-Baptiste Robin et à ses descendants ; BNF, Clairambault, 1193, fol. 169, lettres patentes de Louis XV confirmant l'octroi d'un titre de comte de Castille à Jean-Baptiste Robin, juillet 1722 ; *Archivo Histórico Nacional*, Madrid (dorénavant AHN), Consejos, lib. 621, fol. 204, *asiento de despacho sobre Juan Bautista Robin, título de conde de Robin y San Challier a don Juan Bautista Robin para sí, sus hijos y sucesores* ; AHN, Estado, leg. 3470 (2), dossier relatif à la concession d'un titre de comte de Castille à Jean-Baptiste Robin, septembre-octobre 1721.
24. Cette documentation est conservée dans les cartons cotés AN, Mar/B/7/517 à 519, ainsi que dans les dossiers de carrière conservés dans les cartons cotés AN, Mar/C/7/10, 24, 43, 56, 59, 86 et 236. Voir aussi : Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve, Personnel, dossiers généraux, 281, états des dépenses des consulats, 1763-1793 ; BNF, Nouvelles Acquisitions Françaises 10688 et 10689, états des consuls, vice-consuls, chanceliers et autres employés en Espagne, Portugal, Italie, Nord, Barbarie et Levant, 1778-1779.
25. AN, Mar/C/7/24, dossier Beliard, mémoire du 1^{er} mars 1763.
26. AN, AE/B/1/792, fol. 214-216, lettre de Boyetet à Sartine, Madrid, 10 septembre 1775.
27. AN, AE/B/III/12, fol. 139-140, travail du roi, 10 juillet 1776.

28. Anne Mézin et Anne Pérotin-Dumon (dir.), *Le consulat de France à Cadix (1666-1740)*, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2016, p. 34.
29. Anne Mézin, *Les consuls de France...*, op. cit., p. 67.
30. AN, Mar/C/7/10, dossier Daubenton de Vauraux, bon du roi du 21 janvier 1775.
31. AN, Mar/C/7/236, dossier Partyet.
32. Sur le concept d'*ethos*, voir : Bernard Fusulier, « Le concept d'*ethos* », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 42, n° 1, 2011, p. 97-109 ; Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 ; Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.
33. Loïc Charles et Guillaume Daudin, « La collecte du chiffre au XVIII^e siècle : le Bureau de la balance du commerce et la production des données sur le commerce extérieur de la France », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 58, n° 1, 2011, p. 128-155.
34. Anne Robert Jacques Turgot, « Éloge de Gournay », dans *Œuvres*, Gustave Schelle (éd.), t. 1, Paris, Alcan, 1910 [1759], p. 596-597.
35. À la veille de la Révolution, la direction de l'inspection se composait de cinq inspecteurs généraux et de six ambulants nommés depuis 1784. Voir Philippe Minard, *La fortune du colbertisme : État et industrie dans la France des Lumières*, Paris, Fayard, 1998, p. 74.
36. *Ibid.*
37. Christian Delacroix, « Histoire sociale », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographies : concepts et débats*, t. 1, Paris, Gallimard, 2010, p. 429.

RÉSUMÉS

Entre 1702 et 1793, un agent général de la Marine et du Commerce de France à Madrid était nommé aux côtés de l'ambassadeur français en Espagne. L'article vise à analyser en quoi la nomination et la carrière d'un tel agent, technicien des questions économiques, était le fruit des attentes propres à l'administration qui le recrutait, mais aussi de stratégies individuelles et familiales que ces hommes étaient en mesure de déployer. Pour ce faire, nous analysons en premier lieu la logique clientélaire de la fonction, dont l'exercice permettait de réactiver un lien personnel avec le secrétaire d'État de la Marine. En outre, la carrière de l'individu ne pouvait se penser isolément de la famille et des stratégies d'ascension du groupe social auquel il appartenait. Enfin, l'étude met en évidence l'importance de la compétence acquise dans l'exercice de la fonction, compétence qui constituait un atout parfois réactivé dans la suite de la carrière.

Between 1702 and 1793, a general agent of the Navy and Commerce of France was nominated in Madrid alongside the French ambassador in Spain. This paper analyses how the nomination and career of such an agent –a technician specializing in economic questions– depended on the expectations of the administration that recruited him, but also on the individual and family strategies that this agent was able to deploy. In the first place, I analyze the function's nepotistic element: the position at the general agency in Madrid was an opportunity for its holder to reactivate personal connections with the Secretary of State of the Navy. Moreover, this agent's career could not be separated from his family and the social climbing strategies of the social group to which he belonged. Finally, the study highlights the importance of the skills acquired by

this agent in the exercise of his function, which was an asset that he was in certain cases able to reactivate later on in his career.

INDEX

Keywords : consul, Spain, Madrid, trade, eighteenth century, nomination

Mots-clés : consul, Espagne, Madrid, commerce, dix-huitième siècle, nomination

AUTEUR

SYLVAIN LLORET

ATER à l'université de Caen Normandie depuis septembre 2017, ancien membre scientifique de la Casa de Velázquez, Sylvain Lloret a soutenu une thèse de doctorat en histoire moderne à Sorbonne Université sous la direction du professeur Lucien Bély. Son travail s'inscrit dans le champ de l'histoire des relations internationales, des pratiques diplomatiques et des consuls. Il porte sur l'agent général de la Marine et du Commerce de France à Madrid entre 1702 et 1793.